

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1003

(S - C - 97/29137)

4 FEVRIER 1997. — Décret modifiant la législation dans le domaine de l'enseignement réformant l'organisation et le financement de l'enseignement supérieur (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE 1er. — Modifications apportées au décret du 5 août 1995
fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles*

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 26 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en hautes écoles, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Toutefois, par décision formellement motivée, les autorités de la haute école peuvent refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans la même haute école, au cours de l'année académique précédente, d'une sanction disciplinaire, prise dans le cadre des sanctions définies par le règlement des études, ayant entraîné son éloignement de la haute école pour le reste de l'année académique;

2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 6, 2°, k), du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, n'est pas pris en compte pour le financement ou est visé à l'article 8, § 1^{er}, 1° à 4°, du même décret; à partir de l'année académique 1997-1998, lorsque cet étudiant est visé à l'article 8, § 1^{er}, 5°, de ce même décret;

3° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française et ne remplit pas les conditions fixées par le règlement des études de la haute école. »

§ 2. Dans le même article, un paragraphe 3 rédigé comme suit est ajouté :

« § 3. L'information par laquelle la décision du refus d'inscription d'un étudiant lui est communiquée, doit intervenir endéans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de la demande de l'étudiant. »

§ 3. Dans le même article, un paragraphe 4, rédigé comme suit est ajouté :

« § 4. L'étudiant dont on a refusé l'inscription doit en être informé par pli recommandé. Cette information contient également les modalités d'exercice des droits de recours.

Lorsque ce refus émane d'une haute école organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d'une haute école subventionnée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant la Commission visée au dernier alinéa, qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les hautes écoles subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus. »

§ 4. Dans le même article, un paragraphe 5 rédigé comme suit est ajouté :

« § 5. La preuve que l'étudiant ne se trouve pas dans les cas visés au § 2, 2°, est apportée par tout document probant ou à défaut par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, de même que les effets de droits attachés à la réussite d'épreuves. »

§ 5. Dans le même article, un paragraphe 6 rédigé comme suit est ajouté :

« § 6. Sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études visées aux articles 15 et 18, s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par une ou plusieurs hautes écoles, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil général des hautes écoles;

2° soit par l'attestation de succès à l'un des examens d'admission prévus à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° et alinéa 2;

3° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

(1) Session 1996-1997.

Documents du Conseil. — Projet de décret : N° 136, n° 1. — Amendements : N° 136, n°s 2, 3, et 5. — Rapport : N° 136, n° 4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 4 février 1997.

4° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle du diplôme repris sous 3°; le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés.

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés à l'alinéa 2, 3°.

Art. 2. A l'article 43 du même décret, partiellement annulé par l'arrêt n° 43/96 de la Cour d'arbitrage et modifié par le décret du 9 septembre 1996, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas 2 et 3 suivants :

« Il arrête leurs modalités de fonctionnement et les indemnités des examinateurs.

Il fixe le droit d'inscription aux jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française entre 5 000 francs et 20 000 francs pour chaque épreuve sans que celui-ci soit supérieur au minerval demandé en vertu de l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour une année d'études à l'issue de laquelle une épreuve identique, dans l'enseignement de plein exercice, est organisée. Ces montants sont liés à l'indice des prix à la consommation. La date de référence annuelle à l'évolution de l'indice des prix est le premier octobre 1996. »

CHAPITRE II. — *Modifications apportées au décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 3. L'article 8 du décret du 9 septembre 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. § 1^{er}. Outre les étudiants visés à l'article 6, 2°, k), qui ne sont pas pris en compte pour le financement, ne sont pas pris en compte pour le financement :

1° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

2° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, quel que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

3° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

4° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un grade visé aux articles 15 et 18, §§ 1^{er} et 2, du décret, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq ans qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et 18, § 2, du décret, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret précité du 5 septembre 1994 et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret;

5° à partir de l'année académique 1997-1998, les étudiants qui n'ont pas terminé avec succès en trois années académiques, à compter de leur première inscription dans une même section, les deux premières années d'études des études visées aux articles 15 ou 18, § 1^{er}, du décret, dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, dans l'hypothèse d'études réparties sur plus d'un cycle, si le premier cycle comprend deux années d'études, les première, deuxième et troisième année d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les troisième, quatrième et cinquième années d'études.

Dans cette même hypothèse, si le premier cycle comprend trois années d'études, les première, deuxième et troisième années d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les quatrième, cinquième et sixième années d'études. »

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoire et finale*

Art. 4. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont abrogés :

1° l'article 3, §§ 1^{er} à 4, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996;

2° l'article 3bis, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996.

Art. 5. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} septembre 1996 à l'exception des §§ 2 et 5 de l'article 1^{er}, qui entrent en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1003

[S - C - 97/29137]

4 FEBRUARI 1997. — Decreet tot wijziging van de onderwijswetgeving tot hervorming van de inrichting van het hoger onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen

Artikel 1. § 1. In artikel 26 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt § 2 vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De overheid van de hogeschool kan echter bij gemotiveerde beslissing de inschrijving van een student weigeren :

1° wanneer deze student in dezelfde hogeschool tijdens het vorige academiejaar het voorwerp is geweest van een tuchtstraf genomen in het raam van een door het studiereglement bepaalde sanctie, die tot gevolg had dat hij voor de rest van het academiejaar van de hogeschool werd verwijderd;

2° vanaf het academiejaar 1996-1997 wanneer deze student wordt bedoeld in artikel 6 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, niet in aanmerking komt voor de financiering of wordt bedoeld in artikel 8, § 1, 1° t/m 4°, van hetzelfde decreet; vanaf het academiejaar 1997-1998 wanneer deze student in artikel 8, § 1, 5°, van hetzelfde decreet wordt bedoeld;

3° wanneer deze student zijn inschrijving aanvraagt voor een cursusprogramma dat geen aanleiding geeft tot financiering door de Franse Gemeenschap en de door het studiereglement van de hogeschool vastgelegde voorwaarden niet vervult. »

§ 2. In hetzelfde artikel wordt een paragraaf 3 die luidt als volgt, toegevoegd :

« § 3. De inlichting waarbij de beslissing tot weigering van inschrijving voor een student hem wordt medegedeeld moet gebeuren binnen een termijn van vijftien dagen die op de dag van de ontvangst van de aanvraag van de student ingaat. »

§ 3. In hetzelfde artikel wordt een paragraaf 4 die luidt als volgt, toegevoegd :

« § 4. De student wiens inschrijving geweigerd werd, kan binnen 10 dagen bij aangetekend schrijven, beroep aantekenen bij de Regering die binnen 30 dagen de weigering ongedaan kan maken.

Wanneer deze weigering van een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool komt, kan de student binnen 10 dagen bij aangetekend schrijven, beroep aantekenen bij de in het laatste lid bedoelde commissie die over 30 dagen beschikt om de weigering ongedaan te maken.

De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen voorzien in hun reglementsbevestigingen in de oprichting en de organisatie van een commissie die belast is klachten van de studenten bij weigering om ze in te schrijven, in ontvangst te nemen.

Die commissie waarvan de onafhankelijkheid wordt gewaarborgd, kan de weigering ongedaan maken met inachtneming van de door de reglementsbevestigingen vastgelegde voorwaarden. »

§ 4. In hetzelfde artikel wordt een paragraaf 5 die luidt als volgt, toegevoegd :

« § 5. Het bewijs dat de student niet in de in § 2, 2°, bedoelde gevallen verkeert wordt gegeven door elk bewijsstuk of bij ontstentenis ervan, door een verklaring op zijn erewoord die de student ondertekent.

In geval van bedrog verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, alsmede de rechtsuitwerking verbonden aan het welslagen der proeven. »

§ 5. In hetzelfde artikel wordt een paragraaf 6 die luidt als volgt toegevoegd :

« § 6. Behalve door de Regering toegestane afwijking onder de door haar vast te stellen voorwaarden mag niemand ingeschreven worden voor de in de artikelen 15 en 18 bedoelde studies indien hij niet bewees dat hij de Franse taal genoeg machtig was.

Dit bewijs kan worden geleverd :

1° ofwel door het slagen in een examen dat te dien einde door een of meer hogescholen wordt ingericht overeenkomstig bepalingen die door de regering worden vastgesteld op advies van de algemene Raad van de Hogescholen;

2° ofwel door het welslagenattest voor een van de in artikel 22, § 1, lid 1, 6°, en lid 2 bepaalde toelatingsexamens;

3° ofwel door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma dat de eindcyclus van secundair onderwijs bekrachtigt of een cyclus van hoger onderwijs in een inrichting waarvan de onderwijstaal de Franse taal is;

4° ofwel door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma dat de eindcyclus van secundair onderwijs bekrachtigt of een cyclus van hoger onderwijs in een inrichting waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is indien de Regering, na onderzoek van het in het raam van die studies gevolgde leerprogramma het bezit van dat diploma gelijkstelt met het bezit van het onder 3° vermelde diploma met het oog op de toepassing van deze bepaling; de Regering stelt de lijst van de gelijkgestelde diploma's vast.

(1) Zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : Nr. 136, nr. 1. — Amendementen : Nr. 136, rrs. 2, 3 en 5. — Verslag : Nr. 136, nr. 4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 februari 1997.

Het diploma dat de eindcyclus van secundair onderwijs of een cyclus van hoger onderwijs in een inrichting die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteert en waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is, bekrachtigt, wordt met één van de in lid 2, 3° bedoelde diploma's gelijkgesteld. »

Art. 2. In artikel 43 van hetzelfde decreet dat door arrest nr. 43/96 van het Arbitragehof gedeeltelijk nietig verklaard werd, en gewijzigd bij decreet d.d. 9 september 1996, wordt lid 2 door de volgende leden 2 en 3 vervangen :

« Ze stelt hun werkingsvoorwaarden en de vergoedingen van de examinatoren vast. Ze stelt het inschrijvingsrecht voor de examencommissies voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap vast tussen 5 000 en 20 000 voor elke proef zonder dat dit recht hoger is dan het collegegeld dat geëist wordt krachtens sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, voor een studiejaar; na afloop ervan wordt een gelijkaardige proef in het onderwijs met volledige leerplan ingericht. Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer voor de consumptieprijzen. De jaarlijkse verwijzingsdatum voor de evolutie van het prijsindexcijfer is één oktober 1996. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

Art. 3. Artikel 8 van het decreet d.d. 9 september 1996 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 8. § 1. Naast de in artikel 6, 2°, k, bedoelde studenten die niet in aanmerking genomen worden voor de financiering, worden ook niet in aanmerking genomen :

1° de studenten die na twee keer regelmatig ingeschreven te zijn in eenzelfde studiejaar, wat de categorie ook moge zijn, in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd hoger onderwijs, zonder geslaagd te zijn, zich er binnen vijf jaar die op hun laatste mislukking volgen, inschrijven;

2° de studenten die na drie keer in hetzelfde studiejaar regelmatig ingeschreven te zijn wat de categorie of het gebied ook moge zijn, in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd hoger onderwijs met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn, zich er binnen vijf jaar die of hun laatste mislukking volgen, inschrijven;

3° de studenten die na drie keer regelmatig ingeschreven te zijn in eenzelfde studiejaar of in elke andere studieonderverdeling, wat het studievak ook moge zijn, in een onderwijssysteem dat onder het Belgisch of buitenlands onderwijs ressorteert, zonder geslaagd te zijn, zich er binnen vijf jaar die op hun laatste mislukking volgen, inschrijven;

4° de studenten die zich inschrijven voor studies die leiden tot een in de artikelen 15 en 18, §§ 1 en 2 van het decreet bedoelde graad, terwijl zij tijdens de vijf jaar voor de inschrijvingsvraag of wel twee academische graden bedoeld in de artikelen 15 en 18, § 2 van het decreet, ofwel een academische graad bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van voormeld decreet d.d. 5 september 1994 en een graad bedoeld in de artikelen 15 of 18, § 2 van het decreet, reeds behaald hebben;

5° vanaf het academiejaar 1997-1998 de studenten die in drie academiejaar, te rekenen vanaf de eerste inschrijving in eenzelfde afdeling, niet in de eerste twee studiejaar van de studies bedoeld in de artikelen 15, of 18, § 1 van het decreet geslaagd zijn, binnen de vijf jaar die op hun laatste mislukking volgen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 en in de veronderstelling van studies verspreid over meer dan een cyclus worden het eerste studiejaar, het tweede studiejaar en het derde studiejaar respectievelijk als het derde, het vierde en het vijfde studiejaar beschouwd indien de eerste cyclus twee studiejaar omvat. In dezelfde veronderstelling worden het eerste, het tweede en het derde studiejaar van de tweede cyclus respectievelijk als het vierde, het vijfde en het zesde studiejaar beschouwd indien de eerste cyclus drie studiejaar omvat. »

HOOFDSTUK III. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 4. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden opgegeven :

1° artikel 3, §§ 1 t/m 4 zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 27 augustus 1996;

2° artikel 3bis, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 27 augustus 1996.

Art. 5. Dit decreet heeft uitwerking op 1 september 1996 met uitzondering van de paragrafen 2 en 5 van artikel 1 die in werking treden vanaf het academiejaar 1997-1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het zal bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 4 februari 1997.

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN